

**NOTES
DE L'IFRI**

POTOMAC PAPER, N° 48



OCTOBRE
2023



Les *Bidenomics* : contours et critiques de la nouvelle politique économique américaine

Programme
Amérique
du Nord

Laurence NARDON

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0762-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Maison-Blanche.

Comment citer cette publication :

Laurence Nardon, « Les *Bidenomics* : contours et critiques de la nouvelle politique économique américaine », *Potomac Papers*, n° 48, Ifri, octobre 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Potomac Papers

Le programme Amériques de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais, avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amériques de l'Ifri.

Autrice

Laurence Nardon dirige le programme Amériques de l'Ifri. Elle en édite les publications et organise chaque année au mois de décembre une journée de débats sur les États-Unis. Elle est membre du comité de rédaction des revues *Politique étrangère*, *Questions internationales* et *The Washington Quarterly*. Elle a publié *L'Amérique de Trump en 100 questions* chez Tallandier en 2018. Depuis 2019, elle analyse chaque semaine les enjeux de la politique américaine dans le podcast *New Deal*, produit en partenariat avec Slate.fr et la lettre d'information *Time to Sign Off* (TTSO).

Résumé

L'administration Biden s'est fixé pour mission de redonner aux classes moyennes l'espoir d'une ascension sociale, afin d'ôter à leurs tentations populistes toute raison d'être. Pour ce faire, elle met en place depuis janvier 2021 un changement de politique économique radical, dont l'élément principal est le retour d'un État interventionniste.

Les *Bidenomics* combinent plusieurs grandes lois (*American Rescue Plan, Infrastructure Investment and Jobs Act, CHIPS and Science Act, Inflation Reduction Act*) et un certain nombre d'actions exécutives. Résumées par un rapport de la Maison-Blanche de juin 2023, elles ont d'abord engagé une relance post-Covid-19, puis la remise à niveau des infrastructures du pays, la transition écologique et la recherche et développement. S'y ajoute un protectionnisme assumé, visant à entraver la concurrence technologique de la Chine. D'autres marqueurs d'une politique économique de gauche sont également présents, tels que le soutien aux syndicats et la lutte contre les monopoles dans le secteur de la tech. Les investissements se chiffrent en milliers de milliards de dollars.

La gauche du parti démocrate se fait discrète sur ses critiques, même si elle regrette des réformes inabouties sur la réduction de la dette étudiante et la fiscalité. De son côté, la droite trumpiste attaque l'administration tous azimuts, mais reste assez d'accord avec le principe d'un État fort et protectionniste.

Les critiques les plus sérieuses viennent des libéraux, consternés par ce tournant idéologique. Leur dénonciation des dépenses publiques récentes comme facteur d'inflation et de dette publique ont une certaine validité, mais leur critique principale tient plutôt au péché que constitue à leur yeux la conduite d'une politique industrielle par l'État et la remise en cause du libre-échange.

Enfin, le Progressive Policy Institute, aux vues démocrates modérées, déplore un intérêt trop marqué des *bidenomics* pour l'emploi industriel, qui n'occupe désormais que 8,3 % de la population active. Non seulement cette attitude passéiste n'est pas efficace, mais elle expliquerait aussi le manque de succès, pour l'instant, de cette nouvelle politique économique auprès d'une majorité des électeurs américains.

Abstract

The Biden administration came into power in January 2021 with the goal of restoring upward social mobility for the middle classes, in order to defuse any populist temptation they may have. To this end, it has been deploying a radically new economic policy, centered around the return of an interventionist federal government.

Bidenomics combines several major laws (the American Rescue Plan, the Infrastructure Investment and Jobs Act, the CHIPS and Science Act, the Inflation Reduction Act) with a number of executive actions. Summarized in a White House report of June 2023, they kicked off with a post-Covid stimulus plan, then moved on to repairing the country's infrastructure, fighting climate change and fostering research and development. Added to this is a strong protectionist turn, aimed at hindering China's technological competition. Other evidence of a left-leaning economic policy includes support for labor unions and the launch of several antitrust trials in the tech sector. Investments amount to trillions of dollars.

Criticism from the left of the Democratic Party has remained prudent, although the issues of student debt relief and tax reform remain unsolved. On the other end of the political spectrum, the Trumpist right is attacking the administration on all fronts while probably agreeing on the tenet of a strong and protectionist state.

The most serious objections come from *laissez-faire* economists, who are dismayed by the ideological shift of Bidenomics. Their denunciation of recent public spending as a factor of inflation and public debt has some truth, but their main condemnation focuses on the notion of a state that is both conducting industrial policy and questioning free trade.

Last but not least, the Progressive Policy Institute, a think-tank with moderate Democratic views, deplores the focus of Bidenomics on industrial employment, which now represents only 8.3% of the U.S. workforce. This attitude is not only passé and ineffective, it would also explain the lack of success, for now, of this new economic policy among a majority of American voters.

Sommaire

INTRODUCTION	6
L'AMERIQUE TOURNE LE DOS AUX <i>REAGANOMICS</i>	7
La montée des inégalités	7
Croissance chinoise et remise en cause du libre-échange	8
UNE PRESIDENCE TRANSFORMATIONNELLE	11
Un acquis législatif imposant.....	12
L'activisme de l'administration	16
<i>IS BIDENOMICS WORKING ?</i>	20
CONCLUSION	24

Introduction

Le 11 juin 2023, un camion-citerne transportant de l'essence s'est renversé en passant sous la Interstate I-95 en Pennsylvanie. Une portion de l'autoroute s'est effondrée, causant d'importantes entraves à la circulation sur cet axe routier très important qui va du Maine jusqu'à la Floride. En coordination avec le gouverneur démocrate de l'État Josh Shapiro, le président Biden a débloqué des fonds fédéraux et des travaux ont été lancés immédiatement. À la stupéfaction de tous, un contournement temporaire à six voies a pu être ouvert à la circulation dès le 23 juin, soit moins de deux semaines après l'accident. Pour les équipes de Joe Biden, en campagne pour sa réélection en 2024, cette réparation express est devenue le symbole de la politique économique de l'administration, une politique qui organise le retour d'un État au service des classes moyennes américaines. La célèbre phrase prononcée par Ronald Reagan dans son discours d'investiture de 1981, « Le gouvernement n'est pas la solution à notre problème, le gouvernement est le problème. », semble désormais passée de mode.

Face aux progrès technologiques de la Chine, aux dégâts environnementaux croissants et surtout au désengagement des ménages modestes auxquels le système économique libéral ne profitait plus, l'administration Biden engage ainsi depuis 2021 un véritable tournant économique post-reaganien. Il est fondé sur une politique d'investissements de très vaste ampleur dans les infrastructures, l'industrie et la recherche, assortie de mesures protectionnistes assumées, d'une offensive contre les grands monopoles, notamment ceux des entreprises de la tech, et d'un soutien explicite aux syndicats. Le but affiché est de lutter à la fois contre le réchauffement climatique et le défi géopolitique chinois, mais surtout de rebâtir la classe moyenne américaine en lui proposant un ascenseur social qui fonctionne de nouveau – comme le manifeste le slogan officiel : « reconstruire l'économie du milieu vers l'extérieur et du bas vers le haut¹ ». L'objectif final des *bidenomics* est ainsi de réparer la démocratie américaine en ramenant les électeurs des classes moyennes séduits par le populisme de droite vers la modération politique. Y arrivera-t-elle ?

1. « Bidenomics Is Working: The President's Plan Grows the Economy from the Middle Out and Bottom Up—Not the top down », Remarques du président Biden lors d'un événement de campagne, Maison-Blanche, 28 juin 2023.

L'Amérique tourne le dos aux *Reaganomics*

Dans les années 1980, l'administration Reagan avait engagé un processus de dérégulation tous azimuts, associé à une très importante baisse des impôts. Cette mise en retrait de l'État allait libérer l'esprit d'entreprise des Américains, l'économie allait prospérer et toutes les strates de la société allaient s'enrichir grâce au « ruissellement » (*trickle down*). La négociation d'accords de libre-échange avec les autres pays était un aspect essentiel de cette politique. Cette révolution néolibérale a été poursuivie par les *New Democrats* de Bill Clinton. C'est sous la présidence de ce dernier, par exemple, que la loi Glass-Steagall, qui avait régulé le système financier américain après la crise de 1929, a été abrogée.

La montée des inégalités

La crise immobilière et financière de 2007-2008 a servi de révélateur : les Américains ont alors pris conscience des limites de cette politique et de la montée des inégalités dans leur pays. Selon une étude déjà ancienne du Tax Justice Network², la baisse des impôts pour les ménages aisés et les entreprises n'a stimulé ni la consommation ni l'investissement, enrichissant plutôt les paradis fiscaux. Pire, le départ des usines vers les pays à bas salaire a mis les cols-bleus au chômage tandis que la baisse de la redistribution entraînait une paupérisation des ménages vulnérables. Les classes moyennes américaines ont ainsi subi une stagnation de leur salaire réel depuis le milieu des années 1970. Aujourd'hui, le taux de pauvreté de la population américaine est de 15 % (contre 8 % en France), les 1 % les plus riches possèdent 32 % de la fortune du pays (contre 25 % en France). Quant aux recettes fiscales³, dont la moyenne pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est de 34 % du produit intérieur brut (PIB), elles représentent 26 % du PIB aux États-Unis (contre 45 % en France). L'indice de Gini pour les États-Unis est remonté à 40 dans les années 1990, et s'établissait à 41,4 en 2006, à la veille de la crise financière. Il était toujours à ce niveau en 2019.

L'évolution de l'opinion publique américaine après 2008 s'est traduite par un ensemble de mobilisations politiques, aussi bien à droite qu'à gauche. À droite, la révolte fiscale et populiste du mouvement des *Tea*

2. Étude citée par Heather Stewart, "Wealth doesn't Trickle Down – It Just Floods Offshore, Research Reveals", *The Guardian*, 21 juillet 2012.

3. Données OCDE entre 2019 et 2021.

Parties, en 2009, a été largement récupérée par Donald Trump. Elle a permis son élection en novembre 2016, sur un programme mêlant xénophobie et nationalisme économique. À gauche, les militants du mouvement « Occupy Wall Street » de l'année 2011 se sont pour leur part retrouvés dans les campagnes des candidats démocrates radicaux Bernie Sanders et Elisabeth Warren en 2016.

Croissance chinoise et remise en cause du libre-échange

Une autre prise de conscience s'est produite en parallèle, celle de la montée en puissance de la Chine et des méfaits causés par les excès du libre-échange en matière commerciale.

Dans les années 1990, les optimistes de l'administration Clinton avaient estimé qu'une inclusion de la Chine dans les circuits commerciaux mondiaux pourrait amener cette dernière à s'ouvrir au monde et peut-être à se démocratiser, sur le modèle de l'*Ostpolitik*. La Chine a donc rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2000 avec le statut de pays en voie de développement, ce qui lui accordait un certain nombre de dérogations aux règles du commerce observées par les autres pays.

La croissance économique de la Chine, déjà engagée avec les réformes économiques de Deng Xiaoping en 1978, s'est donc poursuivie dans les années 2000. De fait, des millions de Chinois ont pu sortir de l'extrême pauvreté pour entrer dans les classes moyennes et, dès 2014, le pays dépassait les États-Unis en termes de PIB en parité de pouvoir d'achat. Côté américain, en revanche, l'importation massive de biens de consommation à bas prix *made in China* a entraîné, entre 2000 et 2011, la perte d'un million d'emplois industriels et de 2,4 millions d'emplois en général⁴. Sans même évoquer ses ambitions géopolitiques dans la région Indo-Pacifique et dans le monde, la Chine est désormais perçue par les États-Unis comme une puissance rivale en termes économiques, commerciaux, technologiques et financiers.

Beaucoup d'Américains sont également devenus ou redevenus sceptiques vis-à-vis du libre-échange. En effet, les États-Unis ont toujours été beaucoup plus pragmatiques qu'idéologiques sur la question du commerce international. Les États du nord-est se sont montrés résolument protectionnistes tout au long du XIX^e siècle, lorsqu'il fallait protéger leur industrie naissante contre les biens manufacturés venus d'Europe. C'est l'une des causes secondaires de la guerre de Sécession, puisque le Sud voulait pour sa part exporter son coton sans barrière douanière.

4. D. H. Autor, D. Dorn et G. H. Hanson, « The China Shock: Learning from Labor Market Adjustment to Large Changes in Trade », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, National Bureau of Economic Research, janvier 2016.

Le nouveau désamour pour les grands accords commerciaux s'observe à partir de la fin de la présidence Obama, de manière bipartisane à Washington et pas seulement à propos de la Chine. Lors de sa campagne de 2016, l'ex-secrétaire d'État Hillary Clinton avait ainsi évoqué ses doutes sur le TransPacific Partnership (TPP), dont elle avait pourtant suivi les négociations à partir de 2009. Dès son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2017, le président Trump a quant à lui suspendu la signature de ce TPP, interrompu les négociations avec l'Union européenne sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI ou TTIP) et renégocié de façon agressive l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu en 1994 avec le Mexique et le Canada.

Mais la Chine reste le souci principal pour les États-Unis. Dès 2009, l'administration Obama lançait une politique de « pivot vers l'Asie » visant à endiguer les progrès de cette nouvelle compétitrice. En 2016, Trump fit campagne sur les tricheries de Pékin en matière commerciale et monétaire, et sur la nécessité de protéger l'emploi industriel américain. Une fois au pouvoir, il lança en 2018 une guerre tarifaire contre la Chine, qui n'est pas terminée aujourd'hui.

Des précédents historiques

La politique économique des États-Unis connaît des oscillations régulières entre dérégulation et contrôle fédéral. À des périodes où une grande marge de manœuvre est laissée aux entreprises succède une reprise en main de la politique économique par l'État, à laquelle s'ajoute en général une volonté de redistribution sociale.

■ **Les excès du *Gilded Age* et le recadrage de l'« ère progressiste »**

Entre 1870 et 1900, la forte croissance économique liée à l'industrialisation du nord-est du pays et à la construction des grandes lignes ferroviaires s'accompagne de l'apparition de monopoles, de concentration des richesses et de corruption politique, tandis que beaucoup, dans le Sud ou parmi les immigrants récents, connaissent la misère. Le terme *Gilded Age*, que l'on peut traduire par « l'âge du plaqué or » (par opposition au *Golden Age*, « l'âge d'or »), vient d'un roman satirique de Mark Twain et Charles Dudley Warner publié en 1873 : *The Gilded Age: A Tale of Today*, dénonçant l'appât du gain et les abus qu'il entraîne.

En réaction, les présidents républicains Theodore Roosevelt (1901-1909) et William Taft (1909-1913) puis leur successeur démocrate Woodrow Wilson (1913-1921) engagent la *Progressive Era*, qui combine d'importantes réformes sociales, politiques et économiques. Pour n'évoquer que ces dernières⁵, elles voient l'établissement de la législation anti-trust (*Interstate Commerce Act* de 1887, *Sherman Act* de 1890 et *Clayton Act* de 1914 régulant les secteurs du chemin de fer, du pétrole, du tabac ou des banques), ainsi que la création d'agences de régulation telles que la *Food and Drugs Administration* en 1906 et la réserve fédérale (*Fed*) en 1913.

■ **La crise de 1929 et le *New Deal***

Au lendemain de la première guerre mondiale, les États-Unis connaissent une nouvelle période de dérégulation, notamment financière. Les *roaring twenties* (« années folles ») s'achèvent avec la crise financière de 1929, qui se transforme en une crise économique généralisée. Dans *Les raisins de la colère*, John Steinbeck décrit la migration vers la Californie d'une famille de métayers de l'Oklahoma, chassés de leur ferme par la banque après la perte de leurs récoltes. Dans la veine réaliste de la littérature américaine, ce roman publié en 1939 est devenu le récit mythique de la misère sociale causée par la Grande Dépression.

Le pays est alors entré dans un long cycle d'intervention fédérale, avec des investissements massifs dans l'économie, ainsi qu'un niveau d'impôts et de redistribution relativement élevé. Le président démocrate Franklin Roosevelt lance d'abord le *New Deal* dans les années 1930. Succédant à Kennedy en 1963, le président Lyndon Johnson mènera ensuite la guerre contre la pauvreté dans le cadre de son projet de « *Great Society* ». Résultat, c'est en 1980 que l'indice de Gini⁶, qui mesure les inégalités de revenu, sera au plus bas aux États-Unis, s'établissant à 35,2.

5. Dans le domaine social et politique, la *Progressive Era* voit aussi la prohibition de l'alcool en 1919 (révoquée en 1933) et l'adoption du suffrage féminin en 1920.

6. Mis au point par l'économiste italien Corrado Gini, cet indice s'établit entre deux pôles théoriques : le zéro équivaut à une égalité totale des revenus entre tous les citoyens, et le 100 à la captation de tous les revenus du pays par une seule personne. Les données citées pour l'indice de Gini sont de la Banque mondiale. Pour la France, cet indice varie entre 30 et 33 depuis les années 1990.

Une présidence transformationnelle

Depuis janvier 2021, ces mutations de la doxa économique trouvent une concrétisation inédite avec les politiques volontaristes engagées par l'administration Biden. Présent à Washington depuis 1972 en tant que sénateur du Delaware, Joe Biden était jusqu'alors connu pour ses positions modérées et libérales⁷. Comment est-il devenu ce président « transformationnel », appelé à prendre place dans les livres d'histoire aux côtés de F. D. Roosevelt et L. B. Johnson ?

L'actuel conseiller pour la sécurité nationale de Biden, Jake Sullivan, a sans doute joué un rôle dans cette évolution. Après avoir suivi les dossiers les plus importants de la politique étrangère auprès de la secrétaire d'État H. Clinton puis du vice-président Biden sous l'administration Obama, le jeune prodige avait participé de près à la campagne de Clinton en 2016. C'est alors, explique-t-il, qu'il a pris conscience du sentiment de trahison que ressentent beaucoup d'Américains modestes envers les élites⁸. Par la suite, entre 2017 et 2020, il a participé à un grand projet de réflexion politique et économique lancé par le Carnegie Endowment for International Peace. Ce think-tank, bien connu à Washington, avait réuni un groupe de travail bipartisan pour explorer les maux de la classe moyenne américaine et les moyens d'y remédier. Des monographies avaient porté sur l'Ohio, le Colorado et le Nebraska avant la publication du rapport final en septembre 2020. Dès février 2020, Sullivan avait publié dans *Foreign Policy* un article au titre révélateur : « Le néolibéralisme est fini. L'Amérique a besoin d'une nouvelle philosophie économique ». Selon lui, les États-Unis doivent assumer le retour de l'intervention de l'État dans l'économie pour mettre en place une vaste politique industrielle et mieux cadrer les effets de la politique commerciale sur les classes moyennes. C'est le moyen de remettre en route le contrat social américain, celui qui rend possible la prospérité des familles américaines, et d'éloigner, *in fine*, les électeurs des tentations du populisme en politique.

Ces nouvelles perspectives se sont concrétisées pendant la campagne de 2020, lorsqu'une série de réunions de travail a été organisée entre les équipes du candidat Biden et la gauche radicale du parti, toujours portée par E. Warren et B. Sanders, afin d'établir un programme commun. Les

7. « Libérales », au sens français du terme, c'est-à-dire économiquement. Pour les Américains, un *liberal* est une personne très à gauche sur les sujets sociaux et sociétaux.

8. N. Bertrand, « The Inexorable Rise of Jake Sullivan », *Politico*, 27 novembre 2020.

participants y élaborèrent des compromis relativement progressistes sur six thèmes : l'éducation, la santé, le climat, l'immigration, la réforme pénale et, bien sûr, l'économie. Dès l'été 2020, Joe Biden présentait un projet extrêmement ambitieux nommé *Build Back Better* (« reconstruire mieux », BBB), contenant un immense lot de mesures budgétaires, sociales et industrielles. BBB proposait par exemple une importante réforme fiscale et la mise en place d'un congé de maternité ou parental fédéral. L'esprit du projet s'articulait essentiellement autour de la remise en forme des infrastructures du pays, du financement de la R&D et du retour des usines. La réindustrialisation du pays devait offrir des emplois suffisamment payés aux cols-bleus de la *Rust Belt*, entre autres. Le contenu environnemental était également très présent dans le projet : le président Biden allait engager dès son arrivée à la Maison-Blanche le retour de son pays dans les Accords de Paris ; BBB détaillait les mesures concrètes pour en tenir les objectifs.

Le plan fut découpé en plusieurs projets de loi. Mais les négociations au Congrès furent difficiles. L'opposition républicaine s'avéra implacable, même si beaucoup des mesures sur les infrastructures avaient été proposées du temps de Trump. Côté démocrate, deux sénateurs modérés, Joe Manchin (Virginie occidentale) et Kirsten Sinema⁹ (Arizona), renâclèrent devant des lois qu'ils jugeaient beaucoup trop coûteuses pour le contribuable américain, tandis que la gauche du parti refusait au contraire tout compromis sur les propositions présentées. Depuis la Maison-Blanche, le directeur du Conseil économique national Brian Deese et le chef de cabinet Ron Klain réussirent à négocier le vote d'un ensemble de lois moins ambitieux que BBB, auquel s'ajoute depuis une série de mesures exécutives non soumises aux négociations partisans. Présentées de manière synthétique dans un rapport officiel de juin 2023, les *bidenomics* constituent un effort public sans égal dans le contexte américain depuis les années 1930¹⁰.

Un acquis législatif imposant

La première grande loi économique votée par la nouvelle législature, en mars 2021, a été le ***American Rescue Plan Act***. Il s'agit d'une loi de relance liée au Covid-19 d'un montant de 2 200 milliards de dollars. Elle s'ajoute à deux lois déjà votées sous Trump pour soutenir l'économie dans le contexte de la pandémie : le *CARES Act* de mars 2020 prévoyait 2 200 milliards de dollars et un supplément dans la loi de finance de décembre 2020 prévoyait 900 milliards de dollars. Au total, c'est la somme astronomique de 5 200 milliards de dollars qui a été distribuée aux ménages américains pendant le Covid-19. Le gouvernement a engagé des

9. Kirsten Sinema a d'ailleurs quitté les rangs du parti démocrate en décembre 2022 pour devenir indépendante.

10. « *Bidenomics Is Working* », *op. cit.*

mesures de santé directement liées à la pandémie, bien sûr, mais aussi des facilités fiscales et des chèques pour les personnes aux revenus modestes mises au chômage par les événements. Une bonne partie du *American Rescue Plan* ne fait que prolonger les mesures mises en place par les lois de Trump, mais avec une tonalité plus clairement destinée aux ménages modestes et aux étudiants endettés¹¹.

Viennent ensuite un ensemble de trois lois de politique industrielle, dont certains aspects se recoupent et se complètent :

■ **L'*Infrastructure Investment and Jobs Act***, signé par Biden le 15 novembre 2021, ajoute 550 milliards de dollars à des crédits déjà prévus et repris dans le cadre de la loi, aboutissant à un total de 1 200 milliards de dollars d'investissements qui seront dépensés sur une période de cinq ans. Préparé par le département des Transports, le projet de loi initial visait à rénover toutes les infrastructures liées à la circulation : les routes, autoroutes et ponts, les transports en commun dont le train, ainsi que la mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques dans tout le pays. S'y sont ajoutés au cours des négociations des financements supplémentaires pour la rénovation du réseau de distribution d'eau potable, du réseau électrique – favorisant les sources d'électricité renouvelable – et l'installation du haut débit internet sur tout le territoire.

C'est la première fois depuis la *New Deal* que de tels investissements fédéraux sont lancés pour rénover les infrastructures du pays. À San Francisco, par exemple, le pont du Golden Gate, construit entre 1933 et 1937, va recevoir 400 millions de dollars pour des modernisations structurelles antisismiques¹². Le montant des investissements fédéraux est démultiplié, car certains projets seront menés en coopération avec des États et des villes, mais aussi des acteurs privés, qui apportent leurs propres investissements.

Après être passée de manière très bipartisane au Sénat en août 2021 (69 voix pour et 30 voix contre, dans une chambre haute divisée à 50-50), la loi a eu plus de mal à la Chambre, se heurtant à des manœuvres venues de la gauche du parti démocrate, aux hésitations des démocrates modérés et à l'opposition des républicains. Le 5 novembre, seuls 13 républicains votèrent en faveur du texte tandis que 6 démocrates radicaux maintenaient leur opposition. Dans une Chambre alors composée de 221 démocrates et 213 républicains, le texte obtint 228 voix contre 206.

11. Cf. la présentation de la loi ARPA sur le site de la Maison-Blanche : « American Rescue Plan. President Biden's Plan to Provide Direct Relief to Americans, Contain Covid-19, and Rescue the Economy », Maison-Blanche, disponible sur : www.whitehouse.gov.

12. « Biden-Harris Administration Announces \$2.1 Billion to Improve Four Nationally Significant Bridges Through the Bipartisan Infrastructure Law's First Large Bridge Grants », Department of Transportation, 4 janvier 2023.

■ Promulgué le 9 août 2022, le **CHIPS and Science Act** a pour objectif de redonner aux États-Unis leur place de première puissance technologique du monde dans le contexte de la montée en puissance des technologies chinoises et de la production massive de semi-conducteurs de dernière génération par Taïwan et la Corée du Sud.

Sur les 280 milliards de dollars autorisés par le *CHIPS Act* sur les dix prochaines années, 106 milliards concernent les semi-conducteurs, présents dans tous les appareils de notre quotidien. L'effort vise à soutenir d'une part la R&D, mais aussi la relocalisation de la production aux États-Unis. La loi prévoit ainsi 39 milliards d'incitations fiscales destinées aux entreprises qui viendraient installer leurs laboratoires et leurs usines de semi-conducteurs sur le territoire américain. Les autres 174 milliards de la loi encadrent des efforts de R&D sur d'autres technologies de pointe, telles que l'informatique quantique, l'intelligence artificielle, les énergies propres et les nanotechnologies.

Le *CHIPS Act* a bénéficié d'un soutien bipartisan, recueillant 64 voix contre 33 au Sénat, puis 243 voix contre 188 à la chambre.

■ Adopté le 16 août 2022, juste après le *CHIPS Act*, l'**Inflation Reduction Act** (IRA) est sans doute le texte le plus marquant de l'administration Biden à ce jour, notamment parce que l'essentiel de ses mesures vise à organiser la transition écologique du pays, un objectif considérable. Au travers d'incitations fiscales, de subventions et de prêts garantis, la loi prévoit des aides à l'isolation des logements et à la mise en place de sources d'énergies propres par les particuliers (pompes à chaleur, panneaux solaires...), ainsi que l'acquisition par les ménages de véhicules électriques. L'industrie fait l'objet d'incitations similaires pour le développement de sources d'électricité propre (dont l'hydrogène), la décarbonation des moyens de transport et l'installation d'usines de batteries électriques dans le pays. Le coût de ces mesures environnementales, les plus importantes jamais adoptées aux États-Unis dans ce domaine, est estimé par la Maison-Blanche à 390 milliards de dollars. D'ici 2030, selon les estimations du groupe Rhodium, l'IRA pourrait ainsi permettre aux États-Unis de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 32 à 42 % en dessous des chiffres de 2005, contre 24 à 35 % seulement sans la loi. Cette évolution, venant après les années Trump marquées par le climato-scepticisme, devrait avoir des effets vertueux dans le monde entier.

Un second aspect de la loi IRA porte sur la santé. Pour un coût de 64 milliards, elle prévoit en effet une extension de trois ans des aides liées à l'*Affordable Care Act* (ACA, dit aussi Obamacare). Grande première attendue depuis des décennies, le gouvernement a également réussi à imposer aux industries pharmaceutiques la négociation ou le plafonnement du prix de certains médicaments. Ainsi, grâce à l'IRA, le prix de l'insuline sera désormais plafonné à 35 dollars par mois pour les malades.

Par ailleurs, l'IRA prévoit d'importantes mesures d'économie pour compenser ces dépenses et réduire le déficit fédéral – c'est cette réduction et ses effets anti-inflationnistes escomptés qui donnent son nom à l'*Inflation Reduction Act*. Parmi ces mesures, l'IRA prévoit un meilleur fonctionnement des services fiscaux fédéraux (*Internal Revenue Service*), ce qui augmentera les recettes fiscales, et un impôt sur les sociétés de 15 % minimum pour les entreprises déclarant des revenus annuels supérieurs à un milliard de dollars. Surtout, l'encadrement du prix des médicaments baissera mécaniquement les dépenses du programme Medicare. Selon la Maison-Blanche, tout ceci devrait permettre d'économiser 739 milliards de dollars sur les dix prochaines années, soit plus de la moitié des dépenses prévues. Elle annonce donc une réduction de 300 milliards du déficit public sur dix ans. Mais d'autres estimations sont moins optimistes : selon un rapport de Goldman Sachs cité par le *Wall Street Journal*, certes très hostile aux investissements publics de l'administration Biden, le coût réel de l'IRA pourrait atteindre 1 200 milliards de dollars. En effet, non seulement le montant total des incitations fiscales proposées par l'IRA n'est pas limité, mais les républicains, lorsqu'ils reviendront au pouvoir, n'oseront pas fâcher les industriels en supprimant ces incitations¹³. L'IRA a mobilisé des clivages idéologiques importants entre démocrates et républicains, ce qui explique qu'il a été voté au Sénat comme à la Chambre sur des lignes strictement partisans.

Enfin, l'IRA comme le *CHIPS Act* participent d'un certain nationalisme économique des *bidenomics*, totalement assumé par ses concepteurs. En avril 2023, Jake Sullivan a ainsi prononcé un discours à la Brookings Institution détaillant le versant international de la nouvelle politique économique des États-Unis. Évoquant un « nouveau consensus de Washington¹⁴ », il confirme la remise en cause au plus haut niveau du principe de libre-échange, en contradiction avec les règles de l'OMC¹⁵. C'est ainsi que l'IRA contient de solides mesures protectionnistes. Pour bénéficier des incitations fiscales prévues par la loi, les ménages et les entreprises devront en effet respecter des conditions d'acquisition ou de production locales très détaillées. Quant aux relocalisations d'usines prévues par le *CHIPS Act*, elles se feront elles aussi grâce à des subventions ou des crédits d'impôt. Si elles visent en priorité la Chine, ces mesures ont un impact négatif sur les entreprises européennes et inquiètent à Bruxelles comme à Berlin ou Paris.

13. Comité éditorial du *Wall Street Journal*, « The Real Cost of the Inflation Reduction Act Subsidies: 1,2 trillion », *Wall Street Journal*, 24 mars 2023.

14. Le « nouveau consensus de Washington » remplace l'ancien, adopté dans les années 1980 et qui reposait sur les principes du libéralisme économique.

15. « Remarks by National Security Advisor Jake Sullivan on Renewing American Economic Leadership at the Brookings Institution », Maison-Blanche, 23 avril 2023.

L'activisme de l'administration

Le président Biden a donc réussi, difficilement et au prix de certains renoncements, à faire adopter l'essentiel de son agenda législatif pendant les deux premières années de son mandat. Il bénéficiait alors d'un Congrès à majorité démocrate.

Depuis novembre 2022 et le basculement de la Chambre côté républicain, l'administration engage la suite des *bidenomics* par la voie réglementaire ; par le biais de ses agences et de ses ministères (comme le département de la Justice) ; ainsi qu'à travers des prises de paroles du président et des autres représentants officiels.

▀ Le resserrement des exportations vers la Chine

Pour reprendre la main sur la puissance économique et technologique chinoise, l'administration Biden mobilise ainsi une série d'instruments réglementaires mis en place et utilisés sous les administrations précédentes. Elle a ainsi prorogé les tarifs douaniers mis en place par Trump en 2018 sur l'acier, l'aluminium et divers produits de consommation.

Les équipes Biden ont également renforcé les sanctions et le contrôle des exportations de produits sensibles vers les acteurs chinois, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales. Gérées par les départements d'État, de la Défense, du Trésor ou du Commerce, ces mesures sont nombreuses, diverses et complexes¹⁶. Certaines visent en priorité à punir les défis géopolitiques et les violations des droits de l'homme attribués au régime chinois, tandis que d'autres cherchent à entraver plus directement la progression de Pékin dans les domaines de haute technologie. Ces dernières ont été particulièrement accrues par la directive du 7 octobre 2022, qui interdit l'exportation par quiconque vers la Chine de semi-conducteurs fabriqués avec du matériel américain¹⁷. Poussant encore plus loin la rupture avec le libre-échange, une directive du 9 août 2023 restreint les investissements américains en Chine dans trois domaines de haute technologie : les semi-conducteurs et la microélectronique ; les technologies quantiques ; et certains systèmes d'intelligence artificielle¹⁸.

Reste à voir comment le très haut niveau d'interdépendance commerciale et financière établi entre Washington et Pékin depuis les années 2000 pourra s'articuler avec ces restrictions.

16. E. Kilcrease et M. Frazer, « Sanctions by the Numbers: SDN, CMIC, and Entity List Designations on China », Center for a New American Security, 2 mars 2023.

17. « Commerce Implements New Export Controls on Advanced Computing and Semiconductor Manufacturing Items to the People's Republic of China (PRC) », Bureau of Industry and Security, Department of Commerce, 7 octobre 2023.

18. M. Velliet, « Limiter les investissements technologiques vers la Chine : initiatives et débats aux États-Unis », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 31 août 2023.

■ La lutte contre les monopoles

Au travers d'un long décret rendu public le 9 juillet 2021¹⁹, l'administration Biden a signifié qu'elle entendait renouveler la politique antitrust du pays, en particulier vis-à-vis des géants de la tech. Sur le fond, elle indiquait vouloir renouer avec la philosophie de l'ère progressiste concernant la nocivité des monopoles entrepreneuriaux. À l'époque, le critère principal d'intervention du juge avait été la taille excessive des entreprises en cause. Comme l'expliquait alors le juge Brandeis²⁰, le gigantisme d'une entreprise dans un secteur donné se traduisait forcément par une influence politique indue, par définition antidémocratique, pour ses dirigeants. Ce raisonnement a présidé à l'action antitrust des autorités américaines jusqu'aux années 1970. Sous l'influence du juriste Robert Bork et de son livre de 1978 *The Antitrust Paradox*, la justice américaine a alors modifié les critères de la lutte contre les monopoles : il allait s'agir désormais de veiller à interdire uniquement les ententes qui aboutiraient à des prix artificiellement élevés pour les consommateurs.

Mais le critère du prix ne fonctionne pas bien pour la tech, dans laquelle un certain nombre de produits sont gratuits ou volontairement bon marché, le *business model* reposant plutôt sur l'exploitation des données privées des consommateurs. Le contrôle de ces données et les effets de réseau permettent au contraire un certain nombre de pratiques anticoncurrentielles, dont les barrières à l'entrée pour les vendeurs tiers ou les applications concurrentes.

Le président Biden a nommé à des postes clés trois personnes connues pour leur position critique vis-à-vis des pratiques des entreprises de ce secteur : Lina Khan, dont un article de 2017 sur les pratiques anti-compétitives d'Amazon avait fait beaucoup de bruit²¹, est présidente de la Federal Trade Commission (FTC) ; l'avocat Jonathan Kanter est le chef de la division antitrust du Département de la justice ; Tim Wu a été l'assistant spécial du président pour la compétition et la politique des technologies au sein du National Economic Council de 2021 à fin 2022 (il a quitté ses fonctions pour retourner enseigner le droit à Columbia).

De nombreuses actions sont ainsi engagées à l'automne 2023 :

Après trois ans d'une enquête entamée sous l'administration Trump, un procès s'est ouvert contre Google le 12 septembre 2023. L'entreprise est accusée par le département de la Justice d'avoir abusé de sa position dominante en matière de recherches en ligne pour étouffer la concurrence. Le procès, qui devrait durer dix semaines, est qualifié de « premier procès

19. « Executive Order 14036, on Promoting Competition in the American Economy », Maison-Blanche, 9 juillet 2021.

20. Louis Brandeis (1856-1941), avocat nommé à la Cour suprême en 1916 par le président Wilson.

21. L. Khan, « Amazon's Antitrust Paradox », *Yale Law Review*, vol. 126, n° 3, avril 2017. Le titre de l'article fait référence au livre de R. Bork (1978).

antitrust de l'ère d'internet²² ». Un autre procès fédéral contre Google pourrait débiter en mars 2024, visant cette fois-ci les pratiques publicitaires abusives de l'entreprise.

Le 26 septembre 2023, l'Agence de régulation des télécommunications (Federal Communication Commission) a annoncé qu'elle allait œuvrer à rétablir le principe de neutralité du net. Si elle l'emporte, le haut débit sera de nouveau considéré comme essentiel, au même titre que les services en matière d'eau, d'électricité et de téléphonie. Les fournisseurs d'accès, dont l'intense lobbying avait réussi à faire abolir la règle en 2017, n'auront plus le droit de privilégier certains clients (dont leurs propres filiales) en leur offrant de meilleurs services.

Enfin, le même jour, la présidente de la FTC Lina Khan ainsi que les procureurs de 17 États ont porté plainte contre l'entreprise de vente en ligne Amazon devant un tribunal fédéral de l'État de Washington. Ils l'accusent de pratiques illégales pour écarter la concurrence sur le marché des grandes surfaces en ligne et celui de la vente en ligne. Amazon est également visée par une plainte de la FTC déposée en juin 2023, dénonçant la manière dont l'entreprise amène les consommateurs à s'abonner sans le vouloir à son service Prime tout en rendant trop complexes les tentatives de désabonnement.

Compte tenu des armées d'avocats et de lobbyistes que les entreprises de la tech sont en mesure de mobiliser, le succès de l'administration fédérale est loin d'être garanti.

▀ Le soutien aux activités syndicales

L'année 2023 a été marquée par un vaste mouvement de grève des scénaristes et acteurs à Hollywood, suivi par une grève importante des employés des entreprises automobile Ford, GM et Stellantis – sans compter un grand nombre de grèves ou autres actions syndicales dans des établissements de moins de 1 000 salariés, tels que des franchises Starbucks, des entrepôts Amazon ou de grands hôtels²³. Ces mouvements bénéficient d'un soutien explicite du président et de la vice-présidente Kamala Harris, qui ont multiplié les déclarations en faveur du syndicalisme depuis le début de leur mandat. Le président a pris la parole lors de la fête du Travail américaine, le lundi 4 septembre, puis lors d'une visite aux grévistes de General Motors dans le Michigan le 26. Il s'y est décrit comme le président « le plus pro-syndicats » (*pro-union*) de l'histoire. Ceci renforce son image proche des classes moyennes et de la classe ouvrière, et contribue à replacer le parti démocrate dans une politique sociale et non plus seulement sociétale.

22. L. Feiner, « Biden's Pro-Competition Agenda Put to the Test as Net Neutrality, Tech Trials Take Shape », CNBC, 29 septembre 2023.

23. Voir le « Labor Action Tracker » établi par la School of Industrial and Labor Relations (ILR) de l'université Cornell, disponible sur : <https://striketracker.ilr.cornell.edu/>.

Au-delà de cet engagement public aux retombées avant tout politiques, l'administration a engagé plusieurs actions destinées directement au soutien des syndicats :

Le Trésor américain a publié en août 2023 un rapport de 28 pages intitulé « Labor Unions and the Middle Class ». Multipliant les données chiffrées issues du Bureau of Labor Statistics, le texte cherche à démontrer que les syndicats contribuent à améliorer la croissance du pays en réduisant les inégalités économiques et en augmentant les revenus, l'épargne et l'accès à la propriété chez les salariés. Ce rapport joue un rôle avant tout idéologique, puisqu'il vient contrer le discours des républicains pour qui syndicats et grèves entravent la croissance économique du pays et mènent inmanquablement les entreprises américaines à la faillite.

De son côté, le ministère du Travail s'attache à faire circuler une meilleure information sur les moyens de se syndiquer et a mis à jour, en juillet 2023, une règle qui oblige les entreprises privées qui travaillent dans le cadre d'un contrat fédéral à rendre public le fait d'employer un « conseiller en évitement de syndicat » (*union avoidance advisor*).

Is Bidenomics working ?

S'appuyant sur le rapport «Bidenomics is Working» du 28 juin²⁴, le président est revenu dans un discours du 6 juillet 2023 sur le bon état, à ses yeux, de l'économie américaine – un état dont il s'attribue bien entendu la responsabilité. Joe Biden met au premier plan le retour de l'emploi industriel, annonçant la création de 800 000 emplois dans ce secteur depuis janvier 2021. Ce chiffre tombe certes à 200 000 nouveaux emplois si l'on part de la situation de décembre 2019, avant les licenciements liés à la pandémie de Covid-19. Les dernières données macroéconomiques disponibles sont pourtant plutôt rassurantes. Elles montrent un acquis de croissance de 1,8 % au premier semestre 2023, tandis que l'inflation n'est plus que de 3,2 % sur un an et que le taux de chômage reste au plus bas, à 3,5 % de la population active. Ceci laisse augurer un « atterrissage en douceur » après le fort rebond de consommation post-Covid-19 en 2022²⁵. Malgré les mois d'inflation et la hausse des taux d'intérêt, le pays devrait échapper à la récession.

Selon d'autres observateurs, la politique économique mise en place par l'administration Biden est au contraire directement responsable d'une inflation toujours problématique, tandis que l'alourdissement de la dette fédérale devrait bientôt devenir insoutenable. Aux interprétations divergentes des résultats de l'économie américaine s'ajoutent des contestations de principe des *bidenomics*, venues de sources idéologiquement diverses. Les critiques et les doutes sont particulièrement nombreux en ce début de campagne présidentielle.

■ L'inflation

Même des économistes d'obédience démocrate, tels que le secrétaire au Trésor de Bill Clinton Lawrence Summers, avaient dénoncé les risques inflationnistes suscités par les plans de relance et d'investissement engagés par l'administration Biden. De fait, l'inflation a opéré un grand retour aux États-Unis à partir de 2021, atteignant le record de 9,1 % sur l'année en juin 2022. L'afflux d'argent fédéral a sans doute joué un rôle, mais il doit être mis à côté d'autres déclencheurs, tels que la désorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales au moment du pic de la demande à la fin du Covid-19, la hausse des prix de l'énergie et les tensions sur le marché du travail. À partir de février 2022, la Fed a en tout cas commencé à remonter graduellement les taux d'intérêt, notoirement bas depuis plusieurs années. À l'automne 2023, ces derniers sont supérieurs à 5 % et ont réussi à réduire la

24. « Bidenomics Is Working », *op. cit.*

25. P. Carlsson-Szlezak, P. Swartz et M. Reeves, « What Happens After the U.S. Economy's Soft Landing? », *Harvard Business Review*, 21 juillet 2023.

dérive inflationniste à 3,2%. Pourtant, les Américains continuent à évoquer l'inflation comme leur souci principal au quotidien et l'opposition républicaine ne laisse passer aucune occasion de le rappeler.

■ La dette fédérale

Estimé par la Fed de St-Louis au montant colossal de 32 300 milliards de dollars au deuxième trimestre 2023, le déficit public cumulé constitue une autre source d'inquiétude pour l'économie américaine. Les relances post-Covid-19 et les investissements lancés depuis 2021 sont le troisième moment de forte accélération de l'augmentation de la dette, après celui de l'administration Reagan dans les années 1980, puis les relances qui ont suivi la crise financière de 2007-2008²⁶. C'est d'ailleurs pour rassurer les Américains sur la question du déficit que l'*Inflation Reduction Act* est assorti de mesures d'économies importantes.

Si le rôle de monnaie de réserve que continue à jouer le dollar permet au pays d'emprunter sans problème sur les marchés financiers internationaux, la vraie difficulté est d'ordre politique. Le Congrès doit en effet voter le relèvement du plafond d'emprunt autorisé pour l'État. Les négociations donnent régulièrement lieu à des psychodrames épiques entre démocrates et républicains, comme cela a encore été le cas au printemps puis à l'automne 2023.

■ Des réformes insuffisantes pour la gauche démocrate

Bernie Sanders, Elizabeth Warren, Alexandria Ocasio-Cortez et d'autres figures de la gauche du parti démocrate ont déjà annoncé leur soutien à la candidature de Biden pour un second mandat. Ils reconnaissent l'engagement de ce dernier en faveur de la classe moyenne, voire de la classe ouvrière, au cœur des *bidenomics*. La baisse du coût des médicaments contenue dans l'IRA est particulièrement saluée. Mais certains de ces démocrates radicaux, comme l'élu de New York Jamaal Bowman, pensent néanmoins que le président n'en fait pas assez²⁷.

La tentative d'annulation de la dette étudiante, par exemple, est un demi-échec. Estimant que le coût prohibitif des études supérieures et l'accumulation de la dette étudiante constituent un frein majeur à la mobilité sociale dans le pays, Joe Biden avait lancé en août 2022 le projet d'une annulation partielle de cette dette pour les Américains les plus modestes. L'annulation pouvait aller jusqu'à 20 000 dollars pour les bénéficiaires de bourses Pell, destinées aux étudiants issus de familles modestes. L'ensemble aurait pu concerner jusqu'à 43 millions d'Américains pour un montant de 400 milliards de dollars. Mais dans une décision de juin 2023, la Cour suprême a rejeté ce plan, alors même

26. « Federal Debt: Total Public Debt », U.S. Department of the Treasury, Fiscal Service, FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis, septembre 2023.

27. T. Olorunnipa, « Liberals Raise Alarms, Calling on Biden to Sharpen Reelection Pitch », *The Washington Post*, 31 août 2023.

que les remboursements de la dette étudiante fédérale ont repris en octobre 2023 après trois ans de pause liée au Covid-19. L'administration a mis en place des solutions alternatives, telles que des rééchelonnements de paiement, et annonce pouvoir aider 3,6 millions de débiteurs pour un montant de 127 milliards de dollars²⁸.

Un autre reproche exprimé par les démocrates progressistes tient à la modestie des réformes fiscales effectuées. Les lois votées en 2022 ne conservent en effet que quelques éléments des mesures proposées dans le projet *Build Back Better*²⁹ : l'introduction de règles d'imposition des cryptomonnaies (dans la loi sur les infrastructures) ; un impôt de 15 % minimum pour les grandes entreprises (dans l'IRA), censé réduire le déficit public de 238 milliards sur dix ans – qui s'ajouteront aux économies liées à la baisse du coût des médicaments ; et un investissement de 80 milliards sur dix ans dans les services fiscaux, afin qu'ils soient mieux à même de lutter contre la fraude fiscale. Lors des négociations sur le relèvement du plafond de la dette de mai 2023, ce dernier montant a été ramené à 60 milliards. Les réformateurs fiscaux jugent ce bilan trop maigre. Il sera de toute manière réévalué d'ici deux ans. En effet, les réductions d'impôt pour les particuliers adoptées dans la réforme fiscale de 2017, sous Trump, prennent fin en décembre 2025 et de nouvelles discussions devront avoir lieu au Congrès.

■ Une condamnation idéologique par les tenants du libéralisme

Les critiques venues du camp républicain proviennent moins des populistes trumpistes, en réalité favorables au nationalisme économique du « nouveau consensus de Washington », que des tenants du libéralisme économique traditionnel, abasourdis par le retour de balancier auquel ils assistent. Fidèles à Adam Smith, ils estiment que seule la « main invisible du marché » sait prendre de saines décisions en matière économique, tandis que l'État mise immanquablement sur les perdants. À l'appui de cette affirmation, ils citent encore régulièrement l'exemple de Solyndra, une entreprise de panneaux solaires innovants choisie par l'administration Obama en 2009 pour recevoir un prêt garanti de 535 millions de dollars, avant de faire une faillite retentissante en septembre 2011. Les *bidenomics* sonnent aussi, selon eux, le retour de régulations fédérales excessives, qui vont entraver l'action des entrepreneurs et la croissance économique.

Les experts du très libéral Peterson Institute, dont son président Adam Posen, s'opposent enfin par principe au retour du protectionnisme, qui ne peut avoir que des effets négatifs³⁰. Pour eux, le commerce international enrichit les nations et le libre-échange doit être sauvegardé à tout prix.

28. Z. Montague, « Biden Cancels an Additional \$9 Billion in Student Loan Debt », *The New York Times*, 4 octobre 2023.

29. D. Lawder, « US Debt-Ceiling Deal Dooms Biden's Revolutionary Tax Plans », Reuters, 1^{er} juin 2023.

30. A. Posen, « America's Zero-Sum Economics Doesn't Add Up », *Foreign Policy*, 24 mars 2023.

■ L'idéalisation de l'emploi industriel, une faute de communication ?

Dans une étude rédigée par Ed Gresser, le Progressive Policy Institute (PPI), un centre de recherche d'obédience démocrate modérée, reprend en mode mineur les critiques de principe des *think tanks* libéraux³¹. Le PPI reproche surtout l'idéalisation, par l'administration, du boom économique de l'après-guerre et une condamnation excessive du bilan des présidences Clinton et Obama. N'est-ce pas sous le mandat de ce dernier que le *Affordable Care Act* a été adopté ? Cette loi avait ramené le pourcentage d'Américains dépourvus d'assurance-santé de 16 % en 2010 à 8,9 % en 2016.

Ed Gresser déplore surtout le fait que le plan actuel donne trop d'importance au retour de l'emploi industriel sur le territoire national, alors même que le secteur secondaire ne représente plus que 8,3 % de la population active en 2023. Outre une erreur d'appréciation économique, ceci expliquerait le faible soutien aux *bidenomics* d'une opinion publique américaine peu concernée par la réouverture des usines. En effet, malgré la campagne de communication menée tambour battant par les équipes du président depuis plusieurs mois, les sondages continuent à montrer une Amérique inquiète des résultats économiques du pays, ayant parfois des perceptions qui vont au rebours de la réalité et ignorant largement les *bidenomics*.

Selon un sondage CBS News/YouGov mené fin juillet 2023, seules 51 % des personnes interrogées avaient entendu parler des *bidenomics*. Parmi ces dernières, le premier mot venant à l'esprit à l'évocation de ce terme était « inflation » (51 %) et « hausses d'impôts » (49 %), sachant que les impôts n'ont pas augmenté pour les particuliers sous Biden. Dans un autre sondage mené début septembre, 51 % des personnes interrogées pensent que le chômage – historiquement bas – est à son plus haut depuis 50 ans³². Plus largement, 53 % des Américains interrogés estiment que la situation économique du pays empire, dont 72 % chez les républicains, 58 % chez les indépendants et 32 % chez les démocrates – 32 % seulement de ces derniers pensant qu'elle s'améliore.

Alors que les services sont le vrai bassin d'emploi pour les années à venir, le PPI conseille à l'administration Biden de s'adresser aux employés de ce secteur, de tableur sur son développement et de regarder vers l'avenir³³.

31. E. Gresser, « “Bidenomics” as Politics and Policy: Creditable Start, but Gaps to Fill », Progressive Policy Institute, septembre 2023.

32. D. Rushe, « US Economy Going Strong under Biden – Americans don't Believe it », *The Guardian*, 15 septembre 2023.

33. Sortant des considérations purement économiques, le rapport du PPI estime également que l'administration Biden devrait faire plus d'efforts en direction des habitants des zones rurales. Sur-représentés dans le système politique du pays, ces derniers votent majoritairement républicain. La réouverture des gares ferroviaires ou le déploiement du haut débit pourraient avoir des conséquences électorales positives pour les démocrates.

Conclusion

Il est traditionnel que les questions économiques jouent un rôle important dans les campagnes présidentielles américaines. Si le président démocrate Joe Biden affronte de nouveau le républicain Donald Trump pour les élections de 2024, on peut toutefois se demander sur quelles lignes les débats sur ces questions pourront s'établir.

En effet, Trump partage une bonne partie de la vision protectionniste et relocalisatrice de l'actuel président. De plus, il est favorable à une présidence puissante, loin du *small government* cher au cœur des républicains traditionnels libéraux. Il est vraisemblable que Trump cherchera à peindre Joe Biden en communiste acharné, attaché à la perte de l'Amérique, et qu'il continuera à dénoncer une inflation pourtant apaisée à l'automne 2023. Insistant sur leurs résultats macroéconomiques positifs et sur le retour de l'emploi industriel, les équipes de la Maison-Blanche martèlent déjà pour leur part le message d'une administration travaillant avec succès pour les classes moyennes américaines.

Le résultat des prochaines élections présidentielles ne changera probablement pas le cap d'une politique économique devenue résolument post-libérale aux États-Unis. L'Union européenne et le reste du monde doivent poursuivre leur adaptation à cette nouvelle donne.

La collection des *Potomac Papers*

- ▀ Maya Kandel, « Le national-conservatisme, quelle politique étrangère pour la « nouvelle droite » américaine ? », n° 47, mars 2023.
- ▀ Antoine Pecqueur, « États-Unis : une renaissance ferroviaire ? », n° 46, février 2023.
- ▀ Sylvain Gaillaud, « Washington-Téhéran : fin 2022, la réconciliation impossible ? », n° 45, novembre 2022.
- ▀ Thierry Pouch et Marine Raffray, « Entre soutien et conflits, les échanges agricoles transatlantiques depuis 1945 », n° 44, juin 2022.
- ▀ Corentin Sellin, « Trump et le Parti républicain : défaite électorale, victoire idéologique ? », n° 43, septembre 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Siméon Rust, « États-Unis/Europe : sept enjeux du numérique », n° 42, juillet 2021.
- ▀ Soufian Alsabbagh, « Les républicains et la politique étrangère américaine après Trump. Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine », n° 41, janvier 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Mathilde Velliet, « La guerre commerciale sino-américaine. Quel bilan à l'issue de la présidence Trump ? », n° 40, novembre 2020.
- ▀ Cynthia Ghorra-Gobin et Martine Azuelos, « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires », n° 39, septembre 2020.
- ▀ Sébastien Mort, « Les médias conservateurs dans la campagne de 2020. Un soutien unanime au président ? », n° 38, décembre 2019.
- ▀ Lauric Henneton, « Les élections de mi-mandat aux États-Unis. 4 scénarios, 12 États-clefs pour le Sénat », n° 37, septembre 2019.
- ▀ Patrick Allard, « La politique commerciale de Trump : faire reculer la Chine », n° 36, mars 2019.
- ▀ Ivana Obradovic, « La crise des opioïdes aux États-Unis. D'un abus de prescriptions à une épidémie aiguë », n° 35, décembre 2018.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur Twitter :

[@LaurenceNardon](https://twitter.com/LaurenceNardon)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org